



MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

COMMISSION DU TRAVAIL DES FEMMES

AVIS N° 56 DU 8 AVRIL 1991
DU BUREAU DE LA COMMISSION DU TRAVAIL DES FEMMES
RELATIF AU DOSSIER TRAITANT DE
"L'HARMONISATION DE LA VIE PROFESSIONNELLE
ET DE LA VIE FAMILIALE"

AVIS N° 56 du 8 avril 1991 du Bureau de la Commission du travail des femmes
relatif au dossier traitant de l'harmonisation de la vie professionnelle et de
la vie familiale.

I. JUSTIFICATION.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail a demandé, le 14 février 1991, l'avis de la Commission du travail des femmes sur le dossier "Harmonisation de la vie familiale et de la vie professionnelle". Le Bureau de la Commission du travail des femmes a estimé souhaitable de rendre, en premier lieu une appréciation à caractère général sur les orientations existantes et futures à donner aux mesures relatives à l'harmonisation de la vie familiale et de la vie professionnelle.

Le présent avis unanime se rapporte donc à l'appréciation générale du dossier.

La Commission du travail des femmes a déjà traité divers éléments de cette matière dans des avis précédents, plus précisément :

- dans l'avis n° 37 du 11 janvier 1984 relatif à l'organisation de certaines interruptions de la carrière professionnelle;
- dans l'avis n° 52 du 3 avril 1989 relatif à l'accueil des enfants de 0 à 12 ans, dans lequel la Commission formule une série de propositions en vue de la mise en place d'un système adéquat et qualitativement adapté de possibilités d'accueil comme étant une des conditions importantes à la réalisation de l'émancipation.

II. AVIS.

II.1. Le Bureau de la Commission du travail des femmes est d'avis que ces diverses propositions peuvent constituer une excellente solution pour permettre, dans certaines circonstances précises et pour certaines personnes déterminées, une meilleure combinaison de la vie professionnelle et de la vie familiale.

Des mesures telles que, les dix jours d'absence par an pour raisons familiales impérieuses, la prolongation de la période d'accueil du nouveau-né par une combinaison du congé de maternité et de l'interruption de carrière de la mère ou du père, la prolongation du congé de paternité, la transformation du congé de maternité en congé de paternité en cas d'absence de la mère, la création d'un congé d'adoption, l'assimilation des parents d'accueil et des beaux-parents aux parents naturels dans la réglementation du chômage, sont effectivement des moyens permettant d'assurer la présence indispensable dans certaines circonstances, d'un des parents.

Des mesures telles que l'amélioration du statut des travailleurs bénéficiant d'une interruption de carrière sont également utiles à certaines personnes dans certaines circonstances, mais elles ne peuvent néanmoins pas, selon l'avis du Bureau de la Commission, constituer pour chacun, une réponse au problème de l'harmonisation de la vie professionnelle et familiale.

Pour trouver la solution à un problème à caractère collectif, cette politique d'harmonisation de la vie professionnelle et de la vie familiale doit être appréhendée globalement à plusieurs niveaux.

Dans l'accord interprofessionnel 1991-1992 les partenaires sociaux ont franchi une étape en ce sens.

De plus, le Bureau de la Commission avise que des mesures doivent être prises pour que l'extension qualitative et quantitative des équipements collectifs en matière de garde des enfants, d'accueil des personnes âgées, de transports publics etc..., corresponde plus précisément à la situation des travailleuses et travailleurs sur le marché du travail, de manière à ce que chacun puisse trouver une solution aux problèmes posés.

Cette politique globale doit être élaborée, chacun selon ses compétences, au niveau interministériel et entre les partenaires sociaux à différents niveaux et, pour la mise en oeuvre de certaines mesures, une collaboration entre les Ministres de l'Emploi et du Travail et de la Prévoyance sociale s'avère nécessaire.

II.2. A défaut d'une telle approche globale, le Bureau de la Commission du travail des femmes est d'avis que certaines des mesures proposées :

II.2.1. peuvent avoir un effet néfaste sur les chances d'emploi des femmes. Nonobstant l'intention de voir ces formules utilisées tant par les hommes que par les femmes, la pratique nous apprend que les systèmes actuels par exemple l'interruption de la carrière professionnelle sont surtout employés par les femmes. Fin février 1991, on comptait 6.281 hommes et 35.371 femmes (= 85 %) en interruption de carrière dans le secteur privé.

Le Bureau estime que les propositions actuelles n'infécheront pas ce phénomène et auront en conséquence un effet de renforcement des rôles.

Le Bureau est par conséquent d'avis que des solutions doivent être recherchées afin qu'il soit fait usage de ces mesures de manière équilibrée entre hommes et femmes.

II.2.2. ne constituent pas une solution pour certaines catégories de travailleur(s)(ses) et ceci pour les raisons suivantes:

a) Les mesures proposées concernant généralement des absences avec perte de rémunération ou, en cas d'interruption de la carrière professionnelle, comportant une importante réduction du revenu, le Bureau de la Commission du travail des femmes constate que les familles ne bénéficiant pas d'un autre revenu suffisamment élevé ne peuvent y faire appel.

b) Partant de la présomption que ce sont principalement des femmes qui feront appel à de telles solutions, le Bureau estime que certaines propositions peuvent difficilement être mises en oeuvre dans les secteurs dont la main-d'oeuvre est principalement féminine.

- II.3. En matière de mise en oeuvre du système de l'interruption de la carrière professionnelle, et plus précisément de l'augmentation pour le deuxième et le troisième enfant, le Bureau fait remarque ce qui suit.

Dans l'avis n° 770 du Conseil national du Travail et dans l'avis n° 37 de la Commission du travail des femmes relatifs à l'organisation de certaines interruptions de la carrière professionnelle, les représentants des travailleurs insistent sur le fait que les motifs d'interruption doivent être conçus aussi large que possible et certainement pas être limités à des circonstances de nature familiale, ceci ayant un effet de renforcement des rôles.

En octroyant un avantage financier à l'interruption pour le deuxième et le troisième enfant, le Bureau estime qu'on va à l'encontre de cette option initiale.

- II.4. En conclusion, le Bureau de la Commission du travail des femmes demande à être impliqué, en collaboration avec le Conseil national du Travail, dans la mise en oeuvre d'une politique globale comme organe d'avis et que l'on réalise préalablement une étude de l'impact des propositions sur la position de la femme sur le marché de l'emploi, sur le partage des rôles entre hommes et femmes et sur l'harmonisation de la vie professionnelle et familiale.



MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
COMMISSIE VROUWENARBEID

ADVIES NR. 56 van 8 april 1991 van
het Bureau van de Commissie
Vrouwenarbeid betreffende het
dossier aangaande
de harmonisering van het
beroepsleven en het gezinsleven.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

COMMISSIE VROUWENARBEID

SECRETARIAAT

ADVIES NR. 56 VAN 8 APRIL 1991 VAN HET BUREAU VAN DE COMMISSIE VROUWENARBEID BETREFFENDE HET DOSSIER AANGAANDE DE HARMONISERING VAN HET BEROEPSLEVEN EN HET GEZINSLEVEN.

I. VERANTWOORDING.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid heeft op 14 februari 1991 het advies gevraagd van de Commissie Vrouwenarbeid betreffende het dossier : harmonisering van het beroepsleven en gezinsleven. Het Bureau van de Commissie Vrouwenarbeid achtte het wenselijk om in eerste instantie een algemene beoordeling te geven inzake het algemeen karakter van de huidige en de toekomstige te geven oriëntatie aan de maatregelen tot harmonisering van het gezins- en beroepsleven.

Onderhavig unaniem advies betreft dus de algemene beoordeling van het voorgelegde dossier.

De Commissie Vrouwenarbeid heeft reeds in vorige adviezen elementen van deze materie behandeld. Meer bepaald in :

- het Advies nr. 37 van 11 januari 1984 in verband met de regeling van sommige onderbrekingen van de beroepsloopbaan.
- en in het Advies nr. 52 van 3 april 1989 inzake opvangmogelijkheden voor kinderen van 0 tot 12 jaar, waar de Commissie een aantal voorstellen formuleerde voor de uitbouw van een adequaat en kwalitatief aangepast stelsel van opvangvoorzieningen als een van de belangrijke voorwaarden voor de emancipatiedoeleinden.

II. ADVIES.

- II.1. Het Bureau van de Commissie Vrouwenarbeid is van oordeel dat verschillende van deze voorstellen een uitstekende oplossing kunnen bieden om in bepaalde omstandigheden en voor bepaalde personen het familiaal leven en het arbeidsleven beter op elkaar af te stemmen.

Maatregelen zoals tien dagen afwezigheid per jaar om dwingende familiale redenen, de verlenging van de onthaalperiode van het pasgeboren kind, de verlenging van het vaderschapsverlof, de omzetting van het moederschapsverlof in vaderschapsverlof bij afwezigheid van de moeder, het invoeren van een adoptieverlof, de gelijkstelling van pleeg- en stiefouders met de natuurlijke ouders in de werkloosheidsreglementering zijn inderdaad positieve middelen om tijdens bepaalde gebeurtenissen in het gezin de noodzakelijke aanwezigheid van één van de ouders thuis te verzekeren .

Maatregelen zoals de verbetering van het statuut van de werknemers die van een loopbaanonderbreking genieten zullen inderdaad nuttig zijn voor sommige personen in bepaalde omstandigheden, maar kunnen volgens het Bureau van de Commissie vrouwenarbeid het probleem van een betere combinatie van gezin en arbeid niet voor iedereen oplossen.

Om tegemoet te komen aan de oplossing van een kollektief probleem dient dit beleid tot harmonisatie van het gezins- en arbeidsleven in een globaal kader en op verschillende niveaus aangepakt te worden. In het interprofessioneel akkoord 1991-1992 hebben de sociale partners hiervoor reeds een stap gezet. Aanvullend hierop adviseert het Bureau van de Commissie dat er maatregelen dienen uitgewerkt te worden om de kwantitatieve en kwalitatieve uitbouw van kollektieve voorzieningen qua kinderopvang, opvang voor oudere personen, openbaar vervoer, enz... beter af te stemmen op de huidige arbeidsmarktpositie van werkneemster en werknemers, zodat elkeen een oplossing kan vinden voor de gestelde problemen. Dit globaal beleid dient voor elk wat hun bevoegdheid betreft op interministerieel vlak en tussen de sociale partners op verschillende niveaus uitgewerkt te worden en voor de uitwerking van sommige maatregelen is er samenwerking nodig tussen de Ministers van Tewerkstelling en Arbeid en Sociale Voorzorg.

- II.2. Zonder deze globale aanpak is het Bureau van de Commissie Vrouwenarbeid van oordeel dat sommige van de voorliggende maatregelen :
- II.2.1. een nadelig effect kunnen hebben op de tewerkstellingskansen van vrouwen. Niettegenstaande dat het de bedoeling is dat deze formules gebruikt zullen worden door mannen en vrouwen leert de praktijk ons dat de huidige stelsels zoals BV. Beroepsloopbaanonderbreking vooral benut worden door vrouwen. Eind februari 1991 telde men in de privé sektor 6.281 mannen in beroepsloopbaanonderbreking en 35.371 vrouwen. (= 85 %) Het Bureau meent dat de huidige voorstellen dit fenomeen waarschijnlijk niet kunnen ombuigen en bijgevolg een rolbevestigend effect hebben en zullen hebben. Het Bureau is dan ook van oordeel dat er oplossingen dienen gezocht opdat het gebruik van deze mogelijkheden op gelijke wijze verdeeld wordt over mannen en vrouwen.
- II.2.2. geen oplossing bieden voor sommige werkne(e)m(st)ers categorieën en dit om de volgende redenen :
- a) Gezien de voorgestelde maatregelen over het algemeen afwezigheden met loonverlies of in geval van beroepsloopbaanonderbreking een belangrijke inkomstenvermindering betreffen , stelt het Bureau van de Commissie vrouwenarbeid vast dat gezinnen waar geen of een onvoldoende hoog tweede inkomen is, geen gebruik kunnen maken van deze maatregelen.
 - b) Vertrekkende vanuit de veronderstelling dat hoofdzakelijk vrouwen gebruik zullen maken van dergelijke oplossingen, meent het Bureau dat sommige voorstellen arbeidsorganisatorisch moeilijk in te voeren zijn in sectoren met een hoofdzakelijk vrouwelijke tewerkstelling.

- II.3. Wat de konkrete uitwerking van de beroepsloopbaan-onderbreking betreft, meer bepaald de verhogingen voor het tweede en het derde kind wil het Bureau het volgende opmerken. In advies nr. 770 van de N.A.R. en in advies nr. 37 van de Commissie Vrouwenarbeid inzake regeling van sommige onderbrekingen van de beroepsloopbaan benadrukten de werknemersafgevaardigden dat de motieven tot onderbreking zo ruim mogelijk moeten opgevat worden en zeker niet beperkt moeten worden tot aangelegenheden van familiale aard, gezien dit rolbevestigend werkt. Door een financieel voordeel toe te kennen aan de onderbreking voor het 2de en het 3de kind is het Bureau van oordeel dat men in gaat tegen deze oorspronkelijke optie.
- II.4 Tot slot vraagt het Bureau van de Commissie vrouwenarbeid dat zij, in samenwerking met de Nationale Arbeidsraad, bij de uitwerking van dit globaal beleid als adviserende partij zou betrokken worden en dat voorafgaandelijk onderzocht wordt welke effecten de voorstellen zullen hebben op de arbeidsmarktpositie van vrouwen, de rolverdeling tussen beide geslachten en de harmonisatie van het beroeps- en gezinsleven.